

*Les subsides*

Voilà sans doute ce qui va se produire. Sam Gibbons me l'a bien dit il y a deux mois. Vers la fin de mai ou au début de juin, son projet de loi ou quelque mesure de portée générale sera proposé au Congrès et adopté. Il est fort probable que le président des États-Unis convaincra les républicains d'approuver sans réserve cette mesure de portée générale.

● (1240)

Il m'apparaît invraisemblable que le gouvernement n'ait rien fait pour protéger une industrie aussi importante. Il se contente de répéter que le départ a été bon alors que ce n'est pas vrai. A en juger par les propos que tient maintenant le président des États-Unis, dans son esprit—il avait fait pression sur les membres du comité des finances le jour où le résultat du vote a été 10 contre 10—il savait fort bien qu'il n'était pas question de commencer à négocier sans préalables. Nous savons maintenant que ce n'était pas le cas.

Voyons maintenant ce qui se passe un peu dans cette industrie qui court maintenant un si grand risque et qui subirait des conséquences considérables. D'après les discussions que j'ai eues avec deux ministres, le ministre d'État aux Forêts (M. Merrithew) et le ministre du Commerce extérieur, on n'a entrepris aucune étude ni sur les conséquences des droits compensateurs, ni sur les changements proposés dans le projet de loi Gibbons, ni sur aucune des positions indépendantes dont a parlé le président.

L'industrie en question est la plus importante au Canada employant directement 300,000 personnes et 700,000 autres indirectement. C'est la plus grande industrie dont les ventes nettes rapportent 26 milliards par année. C'est une industrie aux prises avec toutes sortes de difficultés, les insectes, les incendies, la surexploitation, les programmes provinciaux de reboisement qui laissent à désirer, et ainsi de suite, et le gouvernement fédéral serait censé être son porte-parole et la défendre. Mais le premier ministre et son gouvernement ont, de toute évidence, déjà renoncé à le faire. Dans une perspective de libre-échange, c'est la question la plus importante mais notre gouvernement la laisse filer entre ses doigts. Il ne cesse de faire des compromis.

Sauf erreur, vendredi prochain, on présentera à nouveau le projet de loi qui nous coûtera 200 millions de dollars en médicaments génériques. C'est une autre chose que les Américains voulaient et ils l'ont obtenue. En ce qui concerne les pluies acides, comme l'a signalé mon collègue du Nouveau parti démocratique, notre émissaire, l'ancien premier ministre de l'Ontario, ne nous a rien obtenu. Il n'a absolument rien obtenu pour combattre les pluies acides. Qu'en est-il de l'assainissement de la rivière Niagara? Qu'en est-il d'un grand nombre d'autres différends bilatéraux? Rien.

Le ministre a l'audace d'affirmer que la question des résineux est un problème grave. Si le problème est grave, c'est que lui-même et son ministère, de même que ses collègues du cabinet, n'ont rien fait. Ce sont les États-Unis qui sont maîtres de la situation. Les États-Unis disent qu'il y a un problème et d'un seul coup, le ministre se lève pour lire un discours rédigé à l'avance où l'on dit que le problème est grave. Lorsque le Canada se heurte à certains problèmes à cause de son voisin du Sud, il en

est très rarement question aux États-Unis. Personne, au Congrès, ne se donne la peine d'intervenir pour en parler. Je me demande donc qui rédige les discours du ministre. Ou c'est peut-être parce qu'il ne sait pas du tout de quoi il retourne.

Je voudrais donc soumettre quelques données à la Chambre pour rappeler publiquement pourquoi nos exportations de bois constituent une question importante, une question qui reviendra systématiquement sur le tapis tant que le gouvernement n'aura pas agi. Nous savons que 72 p. 100 de nos résineux sont exportés aux États-Unis, 12 p. 100 en Europe et 6 p. 100 au Japon. Nous avons enregistré un excédent commercial net de 11 milliards de dollars l'an dernier sur ce chapitre. Nous détenons actuellement 33 à 34 p. 100 du marché américain des résineux. C'est à peu près la part de ce marché que nous avons toujours détenue. Nous avons joui d'un marché libre pendant 40 ans en ce qui concerne ce produit. Autrement, dit le libre-échange a toujours joué pleinement entre nos deux pays. Or, à la veille des prétendues négociations sur le libre-échange avec les États-Unis, voilà que le gouvernement américain s'en prend à notre plus important produit d'exportation. Se peut-il que personne ne se soit encore ouvert les yeux? Je n'arrive pas à croire que les députés conservateurs mettent toute leur confiance dans l'issue de ces négociations alors que notre produit le plus important, qui a toujours été négocié librement, est menacé.

Nous avons exporté pour 3.3 milliards de dollars de résineux aux États-Unis l'an dernier. La grande majorité de cette production venait de la Colombie-Britannique. Dans certains États comme la Géorgie, l'épinette, le pin, et le sapin de première qualité de la Colombie-Britannique représentent 50 p. 100 de la consommation de bois. C'est ce qui explique pourquoi les États-Unis en font une question politique. C'est, là encore, le taux du change qui est au coeur même du problème et le fait que les consommateurs américains, surtout les entrepreneurs, préfèrent nos résineux au pin jaune du Sud.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant expliquer pourquoi nous sommes témoins d'un scénario soigneusement monté par les États-Unis. Ce n'est pas quelque chose qui nous tombe tout à coup dessus, même si de nombreux journalistes, lorsque le Congrès adoptera enfin le projet de loi pertinent au plus tard dans six semaines, ne manqueront sûrement pas de s'exclamer: «Bonté divine, comment cela a-t-il bien pu nous tomber dessus? Nous voilà soudain accablés de ce projet de loi Gibbons. Comment cela a-t-il pu se produire? Des dizaines de milliers de travailleurs canadiens vont être réduits au chômage, et il nous faudra présenter un nouveau budget et trouver de nouvelles façons de nous attaquer à ce problème», et tout ce charabia.

Nous savons depuis fort longtemps que cela constitue un grave problème politique aux États-Unis et nous n'avons rien fait de sérieux à ce sujet. Nous avons bien eu droit à la petite promenade à Prince-George. Nous avons bien discuté des dimensions des feuilles de contre-plaqué, et des agents insecticides dont nous enduons les extrémités des deux par quatre, et le reste, mais nous n'avons pas su passer aux choses sérieuses et traiter avec les États-Unis de la façon dont ils s'attendent à le faire avec tous les autres pays du monde. Nous devons bien faire comprendre notre message.